

**DELIBERATION N° 2018-14**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 30 JANVIER 2018**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,  
Vu les statuts de l'UNS,  
Vu le règlement intérieur de l'UNS,  
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,  
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,  
Vu l'avis favorable du Conseil de gestion de l'UFR Droit et Science Politique du 12 septembre 2017,  
Vu l'avis favorable de la Commission Formation et Vie Universitaire du 21 décembre 2017,  
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Pascal CREMOUX, Directeur administratif de la DEVE,

**Approuve la modification du Diplôme d'Université « Droit et Politiques de l'Energie » de l'UFR Droit et Science Politique en opérant le retrait de la charge d'enseignement de 21H comme suit :**

- **Annulation du Forum de l'Energie de l'UE 3 « Droit privé de l'énergie » qui représente 15H d'enseignement.**
- **Dispense de 6H d'enseignement à titre gracieux au sein de l'UE 1 « Introduction au droit de l'énergie »**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35  
Quorum : 18  
Présents et représentés : **27**  
Fait à Nice, le 7 février 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-14  
TRANSMISE AU RECTEUR :

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

**MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :**

*En application de l'article R. 421-I du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*